



STOPPONS LA CASSE DE L'INDUSTRIE COMBATTONS LA CASSE SOCIALE

La vague de licenciements actuelle (plus de 60 000 en 2024, sans compter les suppressions indirectes) et les menaces sur l'emploi (chiffrées à 300 000 par le cabinet Altares) mettent en péril l'avenir de milliers de travailleurs et de leur famille.

Dans le même temps, la France qui se dit en crise économique est en réalité la championne d'Europe en matière de dividendes reversées aux actionnaires : en 2024, uniquement pour les entreprises du CAC 40, il y a eu 100 milliards d'€ de dividendes ! On n'en était qu'à 46 milliards en 2017.

De nombreux « plans sociaux » sont déjà programmés, des fermetures d'usines, des délocalisations et des suppressions d'emplois impactent l'ensemble des secteurs d'activités : Michelin, Vencorex, Sellantis, Neslé, Dumarey, Casino, Lapeyre, Valéo, Thalès Alénia Space, Acelor Mittal, Milee, Bonduelle, La Poste et bien d'autres encore...

Les premiers à subir ces vagues de licenciements massifs sont les intérimaires. Une lame de fond qui va aggraver la situation économique du pays, avec des conséquences évidentes sur les budgets de l'État, qui se traduiront par une diminution des services publics, des réductions encore plus drastiques des aides sociales et des répercussions sur la population en matière de santé, de sécurité ou autre.

Ce n'est pas au patronat de décider du présent et du futur des salariés, ceux-là même qui les enrichissent d'année en année, il faut en être conscient !

L'URC soulève l'URGENCE d'appeler à l'unité de tous les travailleurs du public comme du privé, embauchés, statutaires et précaires, et d'appeler à s'organiser pour construire un vrai rapport de force, dans toutes les entreprises et partout en France.

Sans une mobilisation unitaire des travailleurs, nous serons confrontés à une catastrophe sociale.

La casse de l'industrie concerne tous les travailleurs : sans industrie, pas de services publics, ni protection sociale !

Sans industrie, nous ne serons plus à même d'organiser la réponse aux besoins sociaux de la population.

Licenciements =

- **Chômage organisé, exclusion sociale,**
- **précarité absolue !**
- **Pauvreté !**
- **Incertitude du lendemain !**

Cette « crise » n'est pas une fatalité, c'est simplement une crise de valorisation du capital qui préfère détruire des emplois pour rétablir son taux de profit ! Ne les laissons-pas faire, nous avons la force de changer le cours des événements et d'imposer nos idées.

Syndicats, salariés, précaires, chômeurs et citoyens solidaires, nous devons dépasser nos divisions et prendre conscience que nous avons un ennemi commun.

Nous devons, avec nos syndicats, mettre en œuvre une mobilisation générale, massive, offensive, déterminée et immédiate.

Aucun secteur, aucune entreprise, aucun travailleur ne doit rester isolé face à ces attaques du capital. L'heure n'est pas à organiser des conclaves avec le patronat et le gouvernement qui cherche à gagner du temps pour sauver sa peau.

Seule la grève générale peut nous permettre d'exiger immédiatement :

- **La nationalisation des secteurs essentiels de l'outil de production pour assurer le bien-être de la population et assurer le maintien des emplois**
- **La suppression de la réforme des retraites**

Le temps n'est pas à la résignation, il faut résister et combattre la casse sociale capitaliste !

Unis nous sommes invincibles !

L'URC appelle tous les syndicats et collectifs de travailleurs à s'unir sur ces revendications, d'organiser les travailleurs, les privés d'emploi, les retraités et les jeunes à afin d'entrer immédiatement dans la lutte, par la grève et la mobilisation, afin d'imposer un projet de société aux services des besoins de la population et non de ceux du Capital.

Pour tout contact :
urc@communistesdefrance.fr